

FAI  
Miss Moley



CANADA

## DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES  
OTTAWA - CANADA

N° 70/25

### REVUE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA EN 1970 ET PERSPECTIVES POUR 1971

Discours du ministre de l'Industrie et du Commerce,  
l'honorable Jean-Luc Pepin, Ottawa, décembre 1970.

L'expansion économique au Canada a ralenti en 1970. Le Produit national brut, en termes réels, a progressé de quelque 3 p. 100, ce qui dépasse légèrement la hausse enregistrée aux États-Unis et en Grande-Bretagne sans toutefois égaler celle de la plupart des autres pays industrialisés. De plus, les exportations canadiennes ont fait un bond de deux milliards de dollars en un an pour s'établir à près de 17 milliards. L'excédent canadien au compte des marchandises en 1970 dépassait de beaucoup celui de toute année antérieure.

Un des aspects salutaires du ralentissement de l'économie canadienne a été son effet amortisseur sur l'inflation. Le rythme d'accroissement des prix canadiens en 1970 a été sensiblement inférieur aux chiffres de l'une ou l'autre des deux années précédentes. L'élément prix du Produit national brut, par exemple, a augmenté de quelque 3.5 p. 100 en 1970 au regard de 4.75 p. 100 en 1969. On note cependant une pression ascensionnelle soutenue des prix de revient qui, jusqu'ici, n'est pas suffisamment circonscrite. Le rendement du Canada en fait de prix de vente n'en soutient pas moins la comparaison avec l'expérience des autres pays industrialisés du monde en 1970. La plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) auront vu le niveau général de leurs prix augmenter d'au moins 5 p. 100 en 1970 -- plus de deux fois le taux moyen accusé au début des années soixante.

A mesure que l'année 1970 tire à sa fin, l'économie canadienne laisse entrevoir de plus en plus une détente des pressions inflationnistes et un nouvel élan d'expansion. Les effets des mesures fiscales et monétaires déjà prises en faveur de l'expansion commencent à se manifester dans les tendances sous-jacentes de l'embauche et du chômage. L'expansion a été encore plus accélérée par les récentes mesures budgétaires. Ces mesures avaient un caractère sélectif et visaient à stimuler les secteurs de l'économie qui en avaient le plus besoin puis à alléger la détresse économique sans pour autant annuler l'amélioration du côté des prix qui se produit maintenant après une âpre lutte.

Le fait saillant du rendement économique du Canada en 1970 a été la hausse spectaculaire de la balance canadienne du commerce des marchandises.

Elle résulte de l'essor soutenu des exportations de marchandises canadiennes (qui ont augmenté de plus de 14 p. 100) et du niveau quasi stationnaire des importations.

D'après les données presque complètes pour 1970, le Canada semble sur le point de réaliser dans ses échanges de marchandises un excédent approchant les trois milliards de dollars. C'est près de quatre fois l'excédent réalisé en 1969 et plus de deux fois le record de quelque 1.25 milliard enregistré en 1968. La hausse sans précédent de l'excédent des exportations de marchandises a contribué fortement à amortir l'effet du ralentissement prononcé de la demande intérieure.

Un autre résultat notable de l'essor sans précédent du commerce extérieur est que le Canada accusera son premier excédent, depuis 1952, dans ses transactions avec les autres pays au titre des paiements courants. De plus, l'excédent au compte courant de 1970 pourrait approcher le milliard.

La réalisation d'un excédent record à l'exportation en 1970 est d'autant plus remarquable qu'elle a résulté en grande partie des progrès de l'exportation canadienne vers les pays d'outre-mer, où la valeur des exportations en 1970 a dépassé de près des deux cinquièmes le chiffre de 1969.

Parmi les facteurs contribuant à cette prospérité soutenue, citons:

1. La force exceptionnelle des économies des pays de la Communauté économique européenne (CEE) et du Japon jusqu'ici en 1970, ce qui a fortement stimulé la demande.
2. Le rattrapage des exportations canadiennes de nickel, de cuivre et de produits du fer et de l'acier retardées par des grèves.
3. La reprise des livraisons massives du blé aux pays à commerce étatisé (surtout l'Union soviétique), depuis quelques mois ainsi que les expéditions exceptionnelles d'orge et de la graine de colza.
4. Une plus grande pénétration des exportations canadiennes dans un certain nombre de marchés d'outre-mer de moindre importance.

De tels progrès ont passablement jeté dans l'ombre le ralentissement marqué des exportations canadiennes vers les États-Unis en 1970; dans ce secteur, les gains annuels des ventes ne révéleront sans doute qu'une augmentation d'environ 4 p. 100 par rapport aux chiffres correspondants de 1969. Au total, les gains des exportations du Canada vers les États-Unis en 1970 pourraient bien représenter moins du cinquième de l'augmentation totale des exportations canadiennes. Pourtant, c'est vers les États-Unis que sont allés sept huitièmes de l'augmentation de la valeur totale des exportations de marchandises canadiennes pour la période allant de 1965 à 1969 inclusivement. La modification de la situation en 1970 est due surtout à l'ensemble des conditions économiques aux États-Unis ainsi qu'à un ralentissement marqué des ventes d'automobiles aux États-Unis, ralentissement qui s'est accentué au cours des derniers mois par suite de la grève de *General Motors*. La

hausse de la valeur du dollar canadien, qui semble jusqu'à maintenant avoir influé davantage sur les exportations canadiennes de biens secondaires ouvrés vers les États-Unis que sur les ventes outre-mer, représente également un facteur significatif.

Comme la hausse des exportations du Canada a été plus forte sur les marchés d'outre-mer qu'aux États-Unis, la part des exportations canadiennes vers les pays d'outre-mer est passée de 29 p. 100 en 1969 à 35 p. 100 en 1970 alors que la part vers les États-Unis a diminué d'autant, passant de 71 à 65 p. 100.

Malgré l'incontestable stimulant fourni par le secteur des exportations, il s'est produit au Canada un flottement marqué des dépenses des consommateurs ainsi que des investissements en biens d'équipement durant presque toute l'année 1970. La forte augmentation des revenus qui avait caractérisé la seconde moitié des années soixante s'est considérablement ralentie en 1970, si bien que le revenu net par personne n'a augmenté que très légèrement en valeur constante par rapport à l'année précédente.

Le ralentissement des dépenses des consommateurs semble, cette année, avoir été très marqué à l'égard des biens durables et semi-durables. Les dépenses à l'égard des biens durables accuseront probablement une baisse en 1970 alors qu'elles avaient augmenté de 7.5 p. 100 en 1969; nul doute que la baisse est due en grande partie à la diminution de la construction domiciliaire. Il y eut des diminutions dans la fabrication des principaux appareils ménagers, des meubles ainsi que des appareils de radio et de télévision.

Les ventes d'automobiles ont également subi une forte baisse au Canada. Néanmoins, avant la grève de la *General Motors* qui a débuté à la mi-septembre, les niveaux de fabrication d'automobiles se maintenaient au niveau record de l'année précédente. Le fait que le Canada fournit une grande partie de la production des petites voitures sur le marché nord-américain, où la demande a été plus soutenue, a contribué au maintien d'une intense activité dans l'industrie automobile canadienne au cours des trois premiers trimestres.

En ce qui concerne les investissements en biens d'équipement, il semble y avoir eu en 1970 une baisse appréciable du niveau réel des dépenses des entreprises commerciales par rapport au niveau attendu; cette appréciation se fonde sur une étude des investissements dans les biens d'équipement effectuée au milieu de l'année.

Le faible niveau des investissements commerciaux et l'affaiblissement de la construction domiciliaire ont été cause cette année de difficultés et d'incertitude dans l'industrie de la construction. Cette industrie a continué à faire face à des demandes élevées d'augmentations de salaires; elle a connu de nombreuses grèves dans les métiers de la construction et, par conséquent, des retards dans le calendrier des travaux.

Comme deux éléments-clés de la demande nationale montraient peu de vigueur en 1970, il n'y eut qu'une modeste augmentation de l'ensemble de la production industrielle et le rendement de l'industrie était plus instable en 1970 que durant la plupart de ces dernières années. Parmi les secteurs industriels importants qui ont continué à accuser de grands progrès, il y eut les mines, les entreprises de métal primaire, les services et les industries productrices d'énergie.

Les gains de production dans le domaine des minéraux ont été impressionnants; le fer vient au premier rang, suivi du nickel, du cuivre, des carburants pétrolifères, de l'amiante et du charbon. L'augmentation de la production du minerai de fer et des métaux de base est due en partie aux efforts fructueux déployés en vue de compenser les pertes de production imputables aux grèves, subies au cours de l'année précédente. En ce qui concerne les baisses, les marchés mondiaux ont continué à connaître des surplus de potasse, de soufre et d'uranium.

La production de certaines grandes industries de fabrication a continué de s'accroître bien que la production manufacturière dans son ensemble ait peu ou nullement augmenté après avoir connu une hausse modérée en 1969. La production de l'acier primaire a atteint un nouveau sommet; les perspectives actuelles favorisent le maintien de cette tendance à la hausse en 1971 alors que l'on s'attend à une forte impulsion résultant de la réalisation de grands projets en préparation d'un gazoduc et d'un oléoduc. Les industries des machines, à l'exception des instruments aratoires, ont connu une autre année prospère bien que leur taux d'augmentation soit inférieur à celui de 1969. La croissance s'est également poursuivie dans les principaux secteurs de fabrication de biens non durables comme les aliments, les boissons, le tabac et les produits chimiques.

Plusieurs autres grandes industries de fabrication ont fait face à une diminution de la demande qui a entraîné des mises à pied ainsi qu'un accroissement du potentiel non utilisé des usines. Mentionnons entre autres domaines l'aéronautique, l'outillage agricole, la construction maritime, les chaussures et bottes, les tissés en coton et les tissus, les textiles synthétiques, les tricots et l'habillement.

Les entreprises forestières n'ont pu maintenir la croissance vigoureuse qu'elles avaient connue en 1969. La production des fabriques des pâtes et papiers a ralenti et la production du papier journal a légèrement diminué. Il y eut une baisse des niveaux de production du bois de construction et du contre-plaqué par suite d'un fléchissement de la demande, dû principalement à la diminution de la construction domiciliaire au Canada et aux États-Unis. Au cours des derniers mois de 1970, les tendances en matière de construction domiciliaire se sont fortement améliorées dans les deux pays, ce qui a entraîné de meilleures perspectives pour les fabricants de bois de construction et de contre-plaqué pour l'an prochain.

Au moment où se termine l'année 1970, il semble se dessiner dans plusieurs secteurs importants de la demande un nouvel élan renforcé par l'impulsion qu'a apportée l'adoption de politiques fiscale et monétaire plus expansionnistes.

Une plus forte tendance à la hausse se dessine présentement dans les secteurs de la construction domiciliaire, de la consommation et des dépenses d'immobilisations.

On signale une amélioration marquée dans le secteur de la construction domiciliaire. Les mises en chantier d'octobre et de novembre 1970 s'établissaient en moyenne à 269,000 unités, compte tenu des changements saisonniers. Le nombre considérable d'unités financées par la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL) s'ajoutant aux mises en chantier bénéficiant de l'appui

de l'entreprise privée permettra à l'activité de la construction domiciliaire de poursuivre son cours à un rythme exceptionnel pendant des mois. Le total des investissements dans ce secteur pourrait être supérieur d'un cinquième en 1971 par rapport à 1970.

Les dépenses des consommateurs contribueront plus fortement à l'économie en 1971. Les épargnes du consommateur canadien ont atteint un niveau exceptionnel au cours de l'an dernier et le retour à un taux normal laisse prévoir l'expansion du marché des biens de consommation. L'augmentation des mises en chantier favorisera la demande d'appareils et d'accessoires ménagers. On s'attend également à une hausse des ventes d'automobiles en raison de l'accès plus facile au crédit et du règlement de l'importante grève de 1970.

Il y a lieu d'être optimiste quant à la reprise, en 1971, des investissements dans le secteur des affaires où l'activité a été languissante ou en baisse pendant quatre ans. Bon nombre de travaux prévus dans le cadre des programmes d'expansion des biens d'équipement pour 1970 et qui ont été retardés en raison des arrêts de travail et des restrictions sur la disponibilité des capitaux et des bénéfices des sociétés ont apparemment été reportés à 1971. On prévoit, par conséquent, une forte poussée dans ce secteur clé.

L'étude récente sur les projets d'investissements révèle que les 200 plus importantes sociétés au Canada envisagent une hausse de 11 p. 100 en immobilisations en 1971. Cette augmentation proviendrait en grande partie des oléoducs et gazoducs, des industries minières et d'énergie électrique et, dans une moindre mesure, du secteur de la fabrication. Les données accessibles laissent prévoir une expansion générale soutenue des établissements commerciaux en 1971, ce qui devrait contribuer de façon importante à l'essor de l'économie, sans toutefois exercer des pressions excessives sur les industries productrices de biens et autres sources d'investissements.

Les dépenses gouvernementales en matière de biens et de services, qui se sont accrues de plus de 15 p. 100, ont aiguillonné l'économie canadienne en 1970. Les répercussions de ce stimulant se feront probablement sentir en 1971.

On prévoit que le climat économique à l'étranger ne sera pas aussi favorable qu'en 1970. Cependant, certains éléments permettent d'espérer une hausse modérée des exportations canadiennes de marchandises. L'année 1971 verra probablement la reprise de l'activité économique aux États-Unis. La situation générale laisse prévoir une expansion des exportations canadiennes dans les domaines suivants:

- a) le bois d'oeuvre, en vue de la reprise de l'activité dans la construction domiciliaire aux États-Unis;
- b) on prévoit une année exceptionnelle pour l'industrie américaine de l'automobile, suite à la répression de la demande due aux arrêts de travail des deux côtés de la frontière et à la facilitation de l'accès au crédit;

- c) une certaine reprise des ventes de papier journal;
- d) fortes ventes de gaz et de pétrole du Canada aux États-Unis;
- e) les expéditions de fer et d'acier devraient se ressentir de l'activité accrue des pipe-lines et de l'accumulation des stocks en prévision de la possibilité d'une grève touchant la production d'acier aux États-Unis plus tard dans l'année;
- f) en ce qui concerne les marchés étrangers, il semble qu'il y aura une bonne demande pour du blé, de l'orge, du colza et du charbon.

En même temps, plusieurs facteurs viennent restreindre les perspectives d'exportations canadiennes:

- Les marchés étrangers, en particulier en Grande-Bretagne, au sein de la CEE et au Japon, ne seront probablement pas aussi soutenus en 1971 qu'en 1970.
- On s'attend à ce que la quantité de lingots d'aluminium produits en Grande-Bretagne à la fin de décembre 1970 ait une influence immédiate sur le marché international de l'aluminium et l'envoi de lingots du Canada à la Grande-Bretagne particulièrement sera réduit de beaucoup.
- Le stimulant exceptionnel que les métaux primaires ont fourni au total des exportations était en partie une forme de rattrapage et on ne doit pas s'attendre à le voir se répéter en 1971, en particulier à cause de l'affaiblissement de certains prix d'exportation.
- La diminution des dépenses militaires américaines va probablement se continuer, ce qui aura pour effet de réduire sensiblement les ventes d'avions, d'équipement de communication et de biens analogues.
- L'augmentation de valeur du dollar canadien, résultant de la situation généralement plus ferme du Canada à l'étranger, a augmenté l'intensité de la concurrence étrangère puisque le pays doit faire face à plusieurs manufacturiers de produits secondaires et autres fabricants fonctionnant avec des marges de profit relativement réduites.

Somme toute, on peut s'attendre à ce que les exportations canadiennes accusent une légère augmentation en 1971. En même temps, il se peut que les importations au pays augmentent de nouveau si l'on assiste à la reprise que l'on prévoit au chapitre de la demande de la consommation intérieure dans la période à venir. Bien qu'on ne puisse pas s'attendre à ce que persiste la balance commerciale sans précédent dont le Canada a bénéficié en 1970 au niveau des marchandises, le surplus d'exportation demeurera probablement considérable au regard des niveaux atteints dans le passé.

L'impact total de ces facteurs de la demande imprimera un nouveau mouvement à l'économie canadienne en 1971, laquelle à son tour, devrait susciter de nombreuses occasions d'emploi.

L'un des principaux objectifs que visent les programmes et les politiques du Gouvernement est d'atteindre un taux solide et durable de croissance économique au Canada pour permettre à tous les Canadiens d'en partager les avantages. Il importe que cet objectif n'échoue, ni ne soit empêché, par suite de notre incapacité à arrêter les tendances inflationnistes des prix de revient et de vente. Bien qu'on ait réduit considérablement le taux d'augmentation des prix, il est évident que notre tendance générale des prix de revient est encore loin d'être satisfaisante. Il est essentiel que nous continuions à nous efforcer de répondre à l'un des principaux défis économiques de notre temps, à savoir comment atteindre et conserver tout notre potentiel de croissance sans créer des tensions inflationnistes.

S/A